

*Le Monde* va mal.

Il continue à perdre de l'argent.

Plusieurs éléments de son « groupe », gérés sans esprit de synergie, s'affaiblissent.

Des titres et suppléments durablement déficitaires sont maintenus en l'état sans effort de redressement

*Le Midi Libre* a vu ses résultats se dégrader.

Quand un directeur général travaille bien, il est poussé vers la sortie – sans considération, d'ailleurs, pour le coût exorbitant de celle-ci.

La dette reste très coûteuse, tandis que l'échéance des ORA (obligations remboursables en actions) s'approche, avec la perspective de la perte irrémédiable de l'indépendance capitalistique du journal.

La recapitalisation reste inaboutie, un instrument essentiel de l'économie du journal, sa régie publicitaire, restant dans l'incertitude quant à son sort.

Le projet Pôle sud, qui consiste, sans projet industriel ni éditorial, à investir de l'argent qu'on n'a pas dans un secteur en perte de vitesse, est promu avec énergie. On s'engage par ailleurs dans un gratuit du matin, sans perspective de bénéfice avant cinq ans au mieux, et sans réelle analyse de marché.

Ce qui est présenté comme l'avenir du groupe, *Le Monde interactif*, n'a toujours pas établi de relations réelles avec la rédaction du *Monde*.

Les leçons éditoriales des élections présidentielles de 2002 et du référendum de 2005 n'ont pas été tirées.

Le sentiment que le journal serait complaisant envers un candidat à l'élection présidentielle se répand chez nos lecteurs, alors qu'une ligne économique libérale est imposée au journal, dont la diversité des points de vue faisait la richesse.

Une certaine lassitude après trois ans de conseil pourrait naître, au spectacle de la progression d'une machine infernale qui conduit à l'absorption du *Monde* par des intérêts capitalistiques indifférents à ses valeurs, dans une ambiance où la rédaction est considérée au pire comme une ennemie, au mieux comme un outil.

Il est cependant important de continuer à travailler, à analyser les dossiers économiques du groupe, à réfléchir à son avenir, à tenter de remettre la priorité sur le contenu éditorial.

C'est ce que j'ai fait, au sein d'un conseil dont vous jugerez, j'espère, que depuis trois ans, il n'a pas chômé et a travaillé dans le bon sens.

Je me représente donc, animé par quelques évidences qui paraîtront sommaires à certains, mais qu'il n'est pas inutile de rappeler :

- le constat d'une crise incontestable ne doit pas servir d'alibi à une gestion approximative ;
- des gratuits nourris de la publicité ne peuvent pas réellement critiquer les pouvoirs quand c'est nécessaire ;
- si Internet est évidemment une part de l'avenir des médias, il n'en est pas le seul horizon ;
- il est absurde de développer un site Internet contre la rédaction d'où il est né.

Je résume : la presse est toujours vivante.

*Hervé Kempf*

Le 18 septembre 2006